



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2012

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le premier trimestre 2012, clos le 31 mars.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2012 et 2011 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2011 (« données comparables »).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU PREMIER TRIMESTRE 2012

Avec une parité moyenne de \$ 1,31 / € 1, le dollar s'est inscrit en hausse de 4 % par rapport au premier trimestre 2011 (\$ 1,37 / € 1). Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique d'augmenter de 2 % le chiffre d'affaires et de € 0,4 million (+ 12 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Des commandes toujours ralenties par une conjoncture dégradée

L'année 2011 s'est achevée par le retour à une situation de crise économique, financière et monétaire ayant entraîné un fort recul de l'activité commerciale au cours des derniers mois. La société avait anticipé que l'environnement macroéconomique, pendant au moins la première moitié de l'année 2012, resterait aussi dégradé qu'au quatrième trimestre 2011.

Les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO se sont élevées à € 19,0 millions, en diminution de 15 % par rapport au premier trimestre 2011 (€ 21,9 millions), mais en progression de 27 % par rapport à celles du quatrième trimestre (€ 14,7 millions).

Les commandes de nouvelles licences de logiciels sont en recul de 9 %, celles des équipements de CFAO de 17 %.

Géographiquement, la situation reste contrastée : si les commandes enregistrées dans les Amériques progressent de 20 %, celles de l'Europe et de la région Asie-Pacifique baissent respectivement de 24 % et de 33 %. Celles des pays du reste du monde (Afrique du Nord et du Sud, Turquie, Moyen-Orient...), enfin, progressent de 47 %. Les commandes dans les pays émergents (50 % du total) reculent de 5 %, et celles des pays développés (50 % du total), de 22 %.

Les commandes dans le secteur de la mode diminuent de 21 %. L'automobile est en baisse de 10 %, l'ameublement progresse de 12 % et les autres industries reculent de 20 %.

Ces variations sur un seul trimestre ne permettent pas d'extrapoler des tendances géographiques ou sectorielles pour les trimestres suivants.

Des résultats supérieurs aux anticipations de la société

Le chiffre d'affaires s'élève à € 47,8 millions, en diminution de 6 % par rapport au premier trimestre 2011. A données réelles, il diminue de 4 %.

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 20,3 millions) recule de 16 % en raison de la faiblesse du carnet de commandes de début d'année. Les revenus récurrents (€ 27,6 millions) augmentent de 3 %, résultant d'une progression de 3 % du chiffre d'affaires des contrats récurrents et de 2 % de celui des pièces détachées et consommables.

Le résultat opérationnel atteint € 3,8 millions, supérieur aux anticipations de la société communiquées le 9 février 2012 (€ 3,0 millions). A données comparables, il diminue de € 2,0 millions (- 37 %) et la marge opérationnelle (8,0 %) de 3,7 points.

Le bénéfice net s'établit à € 2,7 millions ; il recule de € 1,0 million (- 27 %) à données réelles par rapport au premier trimestre 2011 (€ 3,7 millions).

Un cash-flow libre fortement positif

Le cash-flow libre s'élève à € 5,2 millions (€ 3,2 millions au premier trimestre 2011).

La trésorerie nette au 31 mars 2012 s'élève en conséquence à € 14,0 millions (€ 8,6 millions au 31 décembre 2011).

Progression du plan de développement de l'entreprise

Malgré le contexte économique et comme elle l'a mentionné dans son rapport du 9 février, la société a décidé de privilégier sa stratégie de long terme plutôt que sa rentabilité en 2012. Le renforcement de ses équipes commerciales et marketing ainsi que la poursuite d'investissements soutenus de R&D constituent le volet principal du plan de développement de l'entreprise lancé fin 2011, dont l'avancement se poursuit comme prévu. Ces actions lui permettront, dès la fin de la crise économique, de réaliser pleinement son potentiel de croissance sur ses marchés géographiques et sectoriels les plus porteurs.

Compte tenu des réductions drastiques déjà réalisées au cours des dernières années, ces dépenses d'avenir ne seront que partiellement compensées par une nouvelle diminution de certaines charges courantes. Ce plan se traduit donc en 2012 par une augmentation des frais fixes, qui resteront par ailleurs soumis à une grande rigueur de gestion.

2. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2012

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier trimestre s'établit à € 47,8 millions, en diminution de 6 % (- 4 % à données réelles) par rapport au premier trimestre 2011.

Il progresse de 12 % dans les Amériques, mais diminue de 10 % en Europe et 17 % en Asie-Pacifique. Ces trois régions ont représenté respectivement 24 %, 50 % (dont 12 % pour la France), et 20 % du chiffre d'affaires global. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (6 % du chiffre d'affaires du Groupe) augmente de 14 %.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 6,2 millions) recule de 11 %. Il contribue à hauteur de 13 % au chiffre d'affaires global (14 % en 2011).

Les équipements de CFAO (€ 12,1 millions) affichent une diminution de 16 % et représentent 25 % du chiffre d'affaires global (28 % en 2011).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 1,9 million) diminue de 26 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 20,3 millions) recule de 16 %. Il représente 42 % du chiffre d'affaires global (47 % en 2011). Cette diminution résulte principalement de la faiblesse du carnet de commandes des nouveaux systèmes au 1^{er} janvier 2012 et de l'activité commerciale du premier trimestre.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables

Les revenus récurrents (€ 27,6 millions) augmentent de € 0,8 million (+ 3 %). Ils représentent 58 % du chiffre d'affaires global (53 % au premier trimestre 2011).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 59 % des revenus récurrents et à 34 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 16,3 millions. Après avoir diminué de 3 % sur l'ensemble de l'année 2010, puis de 1 % en 2011, il retrouve en 2012 le chemin de la croissance, avec une progression de 3 % au premier trimestre.

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents se décompose ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 7,7 millions), en progression de 4 % par rapport à 2011, représentent 16 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 8,6 millions), en croissance de 3 %, représentent 18 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 10,8 millions) affiche une progression de 2 %.

Carnet de commandes

Le montant des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO enregistrées au cours du trimestre est légèrement supérieur à celui du chiffre d'affaires de la même période. De ce fait, le carnet de commandes au 31 mars 2012 (€ 11,3 millions) augmente de € 0,8 million par rapport au 31 décembre 2011. Il reste toutefois inférieur à celui du 31 mars 2011 (€ 19,2 millions) en raison de sa baisse importante en fin d'année.

Il comprend € 10,5 millions livrables au deuxième trimestre 2012 et € 0,8 million sur le reste de l'année.

Marge brute

Le taux de marge brute global s'établit à 73,1 %. A données comparables, il s'élève à 72,8 % et progresse de 1,8 point par rapport à 2011 (71,0 %).

Cette augmentation s'explique essentiellement par une nouvelle progression des taux de marge brute de l'ensemble des lignes de produits.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 31,1 millions, en augmentation de € 0,8 million (+ 2,6 %) par rapport à 2011. Ils se décomposent ainsi :

- € 27,9 millions de frais fixes, en hausse de € 1,1 million (+ 4 %) ;
- € 3,2 millions de frais variables, en diminution de € 0,3 million (- 10 %).

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France et des subventions liées à certains programmes de R&D, elles s'élèvent à € 4,5 millions et représentent 9,5 % du chiffre d'affaires (€ 4,6 millions et 9,1 % en 2011). Les frais nets de R&D, après déduction du crédit d'impôt recherche, s'établissent à € 3,1 millions (€ 2,9 millions en 2011).

Modification de la méthode de comptabilisation des engagements de retraite

Le Groupe a décidé de modifier la méthode de comptabilisation de ses pertes et gains actuariels des engagements de retraite à prestations définies dans le cadre de la norme actuelle IAS 19 – Avantages du personnel. Jusqu'au 31 décembre 2011, les pertes et gains actuariels étaient intégralement comptabilisés dans le compte de résultat consolidé. A compter du 1^{er} janvier 2012, le Groupe a décidé de reconnaître l'intégralité des pertes et gains actuariels dans l'état du résultat global consolidé. L'impact de cette décision est décrit en note 2 des notes annexes au présent rapport.

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel s'élève à € 3,8 millions. A données comparables (€ 3,4 millions) il diminue de € 2,0 millions (- 37 %) par rapport au résultat opérationnel de 2011 (€ 5,5 millions). A données réelles, le recul est de € 1,6 million (- 30 %).

La marge opérationnelle s'établit à 8,0 %. A données comparables, elle diminue de 3,7 points par rapport à celle du premier trimestre 2011 (11,0 %). A données réelles, la diminution est de 3,0 points.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,3 million, inférieure à celle du premier trimestre 2011 (€ 0,5 million), compte tenu de la diminution importante du montant résiduel de l'emprunt à moyen-terme entre les deux périodes. Le résultat de change est négatif de € 0,1 million.

Compte tenu d'une charge d'impôt de € 0,7 million, le bénéfice net s'établit à € 2,7 millions (€ 3,7 millions au premier trimestre 2011).

Le bénéfice net par action sur capital de base et sur capital dilué s'élève à € 0,09 (€ 0,13 au premier trimestre 2011).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 5,2 millions (€ 3,2 millions au premier trimestre 2011). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 4,2 millions, d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 2,5 millions et d'investissements de € 1,6 million (*cf. note 7 des notes annexes au présent rapport*).

Il n'y a pas eu de décaissement à caractère non récurrent (€ 0,5 million au premier trimestre 2011).

Le crédit d'impôt recherche du trimestre (€ 1,4 million) a été comptabilisé mais non encaissé. S'il avait été encaissé, le cash-flow libre aurait été positif de € 6,6 millions et supérieur de € 3,9 millions au résultat net.

Structure financière

Au 31 mars 2012, les capitaux propres s'élèvent à € 60,7 millions (€ 58,7 millions au 31 décembre 2011).

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues en propre dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par SG Securities (Groupe Société Générale), valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 0,7 million (€ 0,7 million au 31 décembre 2011).

En revanche, il ne tient pas compte du paiement du dividende total (estimé à € 6,4 millions) qui, sous réserve du vote favorable des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2012, sera mis en paiement le 10 mai et diminuera d'autant les capitaux propres et la trésorerie.

La trésorerie disponible s'établit à € 31,3 millions (€ 26,3 millions au 31 décembre 2011, après le remboursement par anticipation de € 10 millions effectué par la société le 31 décembre 2011, à sa propre initiative, sur l'emprunt à moyen terme).

Les dettes financières sont de € 17,3 millions (€ 17,7 millions au 31 décembre 2011) :

- € 15,9 millions correspondent à l'emprunt à moyen terme mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007.

Compte tenu des remboursements anticipés déjà réalisés, les remboursements contractuels de 2012 sont réduits à € 0,6 million.

- € 1,4 million correspondent à des avances publiques, remboursables sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

En conséquence, la trésorerie nette est positive de € 14,0 millions au 31 mars 2012 (€ 8,6 millions au 31 décembre 2011).

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Evolution du capital

Au 31 mars 2012, le capital social est de € 28 051 119,60 divisé en 28 918 680 actions d'une valeur nominale de € 0,97 (il était de € 28 036 501,70 divisé en 28 903 610 actions au 31 décembre 2011).

Depuis le 1^{er} janvier 2012, il a été augmenté de 15 070 actions du fait de la levée d'options de souscription d'actions (soit une augmentation de € 0,05 million du capital social et de la prime d'émission).

Le 17 février 2012, la société Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 5 % du capital, puis le 21 février le seuil de 5 % des droits de vote de la société et détenir à cette date 5,12 % du capital et 5,04 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2012.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 38,4 % du capital et 38 % des droits de vote,
- la Financière de l'Echiquier et la société Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), détiennent chacune plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elles assurent la gestion.
- Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni) détient plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote, pour le compte de fonds dont elle assure la gestion.

Actions de la société détenues en propre

Au 31 mars 2012, la société détenait 0,5 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par SG Securities (Groupe Société Générale).

Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 31 mars 2012, le cours était de € 4,27, en baisse de 7 % par rapport au 31 décembre 2011 (€ 4,60). Le cours a affiché un plus bas de € 4,07 le 17 janvier et un plus haut de € 5,42 le 10 février. Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont progressé respectivement de 8 % et de 16%.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées (1,9 million) a diminué de 48 % et les capitaux échangés (€ 8,9 millions) ont diminué de 56 % par rapport à la même période de 2011.

L'action Lectra a été admise au Service de Règlement Différé (SRD « Long seulement ») le 24 février 2012.

4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 MARS

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

L'Assemblée Générale annuelle se réunira le 27 avril 2012.

Les résultats financiers du premier semestre 2012 seront publiés le 26 juillet, après la clôture de NYSE Euronext.

6. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a longuement développé ses perspectives pour l'exercice en cours et à moyen-terme dans son rapport financier du 9 février 2012 et son rapport annuel 2011, auxquels il convient de se référer.

Plus encore que la dégradation de l'environnement macroéconomique, elle soulignait que l'alternance de nouvelles positives et négatives, l'absence de visibilité et l'accroissement des inquiétudes des entreprises tant que des premiers signes d'une amélioration durable de la conjoncture ne seront pas perceptibles, pèseront fortement sur leurs décisions d'investissement. Ce climat est toujours d'actualité, l'exigence de prudence et de vigilance doit donc être maintenue.

La société a cependant abordé 2012 avec des fondamentaux financiers et opérationnels totalement différents qu'à la veille de 2008-2009. Radicalement transformée, sa structure financière est aujourd'hui très solide, supprimant tout risque de liquidité pour les années à venir.

Perspectives 2012

Compte tenu des incertitudes de la conjoncture, la société a formulé le 9 février 2012 deux hypothèses d'activité et de résultats pour l'exercice, qui sont identiques pour le premier semestre et différent en fonction de l'évolution de la conjoncture pour la deuxième partie de l'année. Ces hypothèses, rappelées ci-après, restent valides à la date du présent rapport et feront l'objet d'une nouvelle évaluation lors de la publication des comptes semestriels, le 26 juillet 2012.

Comme les années précédentes, la principale incertitude concerne le niveau du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Quelles que soient les hypothèses de prises de commandes, celui-ci restera affecté par le faible niveau du carnet de commandes de début d'année et serait inférieur au montant total des commandes correspondantes de 2012.

Dans l'hypothèse où la conjoncture économique, pendant la première moitié de l'année, serait aussi dégradée qu'au quatrième trimestre 2011, puis reviendrait au niveau du premier semestre 2011, les commandes de nouveaux systèmes de l'exercice 2012 pourraient s'inscrire en hausse de 4 % par rapport à 2011, leur chiffre d'affaires serait en baisse d'environ 9 %, conduisant à un chiffre d'affaires total de l'ordre de € 206 millions (stable par rapport à 2011 à données réelles, - 3 % à données comparables). Le résultat opérationnel courant s'établirait à environ € 21 millions (- 34 %), dégageant ainsi une marge opérationnelle courante de l'ordre de 10 %, et le résultat net à environ € 14 millions (- 27 % à données réelles).

L'ambition de la société est de réaliser une croissance supérieure.

Dans l'hypothèse où la conjoncture, pendant toute l'année, resterait aussi dégradée qu'au quatrième trimestre, le plan d'actions serait ralenti et, si le niveau des commandes l'exigeait, les réductions de charges courantes plus drastiques. Les commandes de nouveaux systèmes pourraient alors s'inscrire en baisse de 17 %, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes reculerait d'environ 24 %, conduisant à un chiffre d'affaires total de l'ordre de € 190 millions, équivalent à son niveau de 2010 à données

réelles. Le résultat opérationnel courant s'établirait à environ € 15 millions, dégagant ainsi une marge opérationnelle courante de l'ordre de 8 %, et le résultat net à environ € 10 millions, des performances supérieures à celles d'avant-crise.

Ces chiffres sont établis sur la base d'une parité moyenne de \$ 1,30 / € 1 en 2012.

Confiance dans les perspectives de croissance à moyen terme

Comme l'a prouvé le très fort rebond des commandes en 2010 et au premier semestre 2011, une fois la crise définitivement passée, les entreprises des différents marchés géographiques et sectoriels de la société devraient accélérer ou rattraper les investissements gelés ou repoussés depuis plusieurs années et se doter des moyens technologiques indispensables au renforcement de leur compétitivité. Avec la crise et ses prolongements en 2012, leurs défis ont été amplifiés.

Confortée par ses résultats 2011, la solidité de son modèle économique et la pertinence de son plan d'actions 2012, la société est confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration

Le 26 avril 2012

Attestation de la société relative au rapport du premier trimestre 2012

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport trimestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les trois premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les neuf mois restants de l'exercice".

Paris, le 26 avril 2012

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2012	31 décembre 2011	31 mars 2011
Ecart d'acquisition	31 036	31 309	30 505
Autres immobilisations incorporelles	4 875	4 742	5 295
Immobilisations corporelles	12 091	11 589	11 047
Actifs financiers non courants	1 783	1 899	1 785
Impôts différés	9 656	9 543	11 794
Total actif non courant	59 441	59 081	60 426
Stocks	22 999	21 112	20 787
Clients et comptes rattachés	37 708	44 533	41 094
Créances d'impôt courant sur les sociétés	12 016	10 841	8 277
Autres actifs courants	6 949	6 346	7 191
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 346	26 320	34 505
Total actif courant	111 018	109 152	111 854
Total actif	170 459	168 233	172 280

PASSIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2012	31 décembre 2011	31 mars 2011
Capital social	28 051	28 037	27 829
Primes d'émission et de fusion	2 520	2 487	1 764
Actions détenues en propre	(749)	(722)	(213)
Ecart de conversion	(8 956)	(8 816)	(9 051)
Réserves et résultats consolidés	39 787	37 700	26 812
Capitaux propres	60 654	58 686	47 141
Engagements de retraite et autres avantages du personnel	5 431	4 512	3 922
Emprunts et dettes financières à long terme	16 311	16 684	27 284
Total passif non courant	21 742	21 196	31 206
Fournisseurs et autres passifs courants	44 378	46 696	48 349
Produits constatés d'avance	38 018	35 722	36 468
Dettes d'impôt exigible	1 386	1 776	934
Emprunts et dettes financières à court terme	1 032	1 005	4 893
Provisions	3 249	3 152	3 289
Total passif courant	88 063	88 351	93 933
Total passif et capitaux propres	170 459	168 233	172 280

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Du 1^{er} janvier au 31 mars
(en milliers d'euros)

	2012	2011
Chiffre d'affaires	47 813	49 777
Coût des ventes	(12 876)	(14 423)
Marge brute	34 937	35 354
Frais de recherche et développement	(3 079)	(2 937)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(28 017)	(26 955)
Résultat opérationnel	3 841	5 462
Produits financiers	77	108
Charges financières	(384)	(568)
Résultat de change	(123)	253
Résultat avant impôts	3 411	5 255
Impôts sur le résultat	(717)	(1 587)
Résultat net	2 694	3 668

(en euros)

Résultat par action

Résultat :

- de base	0,09	0,13
- dilué	0,09	0,13

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	28 765 232	28 378 238
- résultat dilué	29 243 093	29 084 696

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Du 1^{er} janvier au 31 mars
(en milliers d'euros)

	2012	2011
Résultat net	2 694	3 668
Ecarts de conversion	(140)	(174)
Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies	(916)	0
Part efficace de la variation de juste valeur des <i>swaps</i> de taux d'intérêt	93	413
Effet d'impôts sur les éléments du résultat global	200	(138)
Résultat global total	1 931	3 769

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars (en milliers d'euros)	2012	2011
I - FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE OPERATIONNELLE		
Résultat net	2 694	3 668
Amortissements et provisions d'exploitation	1 757	1 376
Eléments non monétaires du résultat	(205)	81
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(9)	(9)
Variation des impôts différés	(46)	832
Capacité d'autofinancement d'exploitation	4 191	5 948
Variation des stocks et en-cours	(2 011)	(1 567)
Variation des créances clients et comptes rattachés	8 543	3 302
Variation des autres actifs et passifs courants	(3 995)	(3 570)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	2 537	(1 835)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	6 728	4 113
II - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(561)	(241)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 141)	(642)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	54	35
Acquisitions d'immobilisations financières	(118)	(535)
Cessions d'immobilisations financières	201	438
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 565)	(945)
III - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	48	910
Achats par la société de ses propres actions	(173)	(193)
Ventes par la société de ses propres actions	115	723
Accroissement des dettes long terme et court terme	0	0
Remboursement des dettes long terme et court terme	(300)	(406)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(310)	1 034
Variation de la trésorerie	4 853	4 202
Trésorerie à l'ouverture	26 320	30 174
Variation de la trésorerie	4 853	4 202
Incidence de la consolidation de Lectra Maroc	137	0
Incidence des variations de cours de change	36	129
Trésorerie à la clôture	31 346	34 505
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	5 163	3 710
Eléments non récurrents du cash-flow libre	0	(542)
Cash-flow libre	5 163	3 168
Impôts décaissés (remboursés), nets	810	(54)
Intérêts décaissés	204	428

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2011	28 499 014	0,97	27 644	1 039	(386)	(8 877)	22 612	42 032
Résultat net							3 668	3 668
Autres éléments du résultat global						(174)	275	101
Resultat global						(174)	3 943	3 769
Exercice d'options de souscription d'actions	190 317	0,97	185	725				910
Valorisation des options de souscription d'actions							20	20
Vente (achat) par la société de ses propres actions					173			173
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							237	237
Capitaux propres au 31 mars 2011	28 689 331	0,97	27 829	1 764	(213)	(9 051)	26 812	47 141
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2011	28 499 014	0,97	27 644	1 039	(386)	(8 877)	22 612	42 032
Résultat net ⁽¹⁾							19 456	19 456
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾						61	294	355
Resultat global						61	19 750	19 811
Exercice d'options de souscription d'actions	404 596	0,97	392	1 449				1 841
Valorisation des options de souscription d'actions							257	257
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(336)			(336)
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							245	245
Dividendes							(5 164)	(5 164)
Capitaux propres au 31 décembre 2011	28 903 610	0,97	28 037	2 487	(722)	(8 816)	37 700	58 686
Résultat net							2 694	2 694
Autres éléments du résultat global						(140)	(623)	(763)
Resultat global						(140)	2 071	1 931
Exercice d'options de souscription d'actions	15 070	0,97	15	33				48
Valorisation des options de souscription d'actions							37	37
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(27)			(27)
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							(21)	(21)
Capitaux propres au 31 mars 2012	28 918 680	0,97	28 051	2 520	(749)	(8 956)	39 787	60 654

(1) Conformément à IAS 8, les impacts du changement de méthode concernant la comptabilisation des pertes et gains actuariels issus de la valorisation des engagements de retraite à prestations définies dans l'état du résultat global, tel que décrit dans la note 2 des notes annexes aux comptes consolidés du premier trimestre 2012 ci-après, ont été retraités du tableau de variation des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2011.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2012

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée sur NYSE Euronext (compartiment C) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir et textiles techniques. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations à long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de quelques produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 350 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne 23 000 clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 31 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2011, réalisé en direct 90 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis), pour les Amériques, et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 740 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 220 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 150 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO et de services associés), moteur de la croissance de la société ;
- les revenus récurrents, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des autres revenus statistiquement récurrents sur la base installée (ventes de pièces détachées et consommables et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support), facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche annuel applicable en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les comptes consolidés condensés au 31 mars 2012 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, disponibles sur www.lectra.com.

Les comptes consolidés au 31 mars 2012 sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2011, à l'exception du point présenté ci-dessous sur la comptabilisation des engagements de retraite à prestations définies. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 26 avril 2012 et n'ont pas fait l'objet d'une revue par les Commissaires aux comptes.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne les ventes de nouvelles licences et d'équipements de CFAO. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2012 traduits à cours de change 2011, comparés aux données réelles 2011.

Changement de méthode comptable – Comptabilisation des pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite dans l'état du résultat global

Le Groupe a décidé de modifier la méthode de comptabilisation de ses pertes et gains actuariels issus de la valorisation de ses engagements de retraite à prestations définies dans le cadre de la norme actuelle IAS 19 – Avantages du personnel.

Jusqu'au 31 décembre 2011, les pertes et gains actuariels étaient intégralement comptabilisés dans le compte de résultat consolidé. A compter du 1^{er} janvier 2012, le Groupe a décidé de reconnaître l'intégralité des pertes et gains actuariels dans l'état du résultat global consolidé. Ce changement de méthode comptable a été motivé par la perspective de l'application en 2013 de la norme IAS 19 révisée, rendant obligatoire cette option de comptabilisation des pertes et gains actuariels en fonds

propres. Le Groupe estime donc que ce changement de méthode améliore la pertinence des états financiers consolidés, éliminant ainsi les effets de la volatilité des hypothèses actuarielles retenues dans le calcul de ses engagements de retraite à prestations définies au sein du compte de résultat consolidé.

Conformément à IAS 8 – Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs, ce changement de méthode a été appliqué de façon rétrospective ; les états financiers 2011 ont été retraités en conséquence de la façon suivante :

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	2011 publié	2011 retraité
Chiffre d'affaires	205 923	205 923
Coût des ventes	(61 613)	(61 613)
Marge brute	144 310	144 310
Frais de recherche et développement	(11 463)	(11 463)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(103 925)	(103 544)
Résultat opérationnel	28 922	29 303
Résultat avant impôts	27 209	27 590
Impôts sur le résultat	(8 012)	(8 134)
Résultat net	19 197	19 456

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	2011 publié	2011 retraité
Résultat net	19 197	19 456
Ecart de conversion	61	61
Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies	0	(381)
Part efficace de la variation de juste valeur des <i>swaps</i> de taux d'intérêt	837	837
Effet d'impôts sur les éléments du résultat global	(284)	(162)
Résultat global total	19 811	19 811

Le montant global des pertes actuarielles sur les engagements de retraite 2011, d'un montant de € 381 milliers, comptabilisé dans les comptes 2011 publiés dans les « Frais commerciaux, généraux et administratifs », figure après retraitement sur une nouvelle ligne spécifique de l'état du résultat global consolidé intitulée « Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies ». La charge d'impôt correspondante de € 122 milliers, comptabilisée dans les comptes 2011 publiés dans « Impôts sur le résultat » a été reclassée sur la ligne « Effet d'impôts sur les éléments du résultat global » de l'état du résultat global. Compte tenu de ces éléments, l'impact de ce retraitement sur le résultat net est une augmentation de € 259 milliers, le résultat global total ainsi que le montant des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2011 restant inchangés.

Les pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite ne faisant l'objet d'un calcul qu'en fin d'année, seuls les comptes du quatrième trimestre 2011 et de l'exercice 2011 sont concernés par ce retraitement.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou

ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33 révisée. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions

résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières non courants comprennent la fraction à plus d'un an :

- des emprunts bancaires portant intérêts ;
- des avances remboursables ne portant pas intérêt correspondant à des aides au financement de programmes de R&D.

Les emprunts et dettes financières courants comprennent :

- la fraction à moins d'un an des emprunts bancaires, avances remboursables et autres dettes financières ;
- les lignes de crédit de trésorerie, le cas échéant.

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur juste valeur.

A la clôture, les emprunts et dettes financières sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif, défini comme le taux permettant d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de l'emprunt. Les intérêts financiers relatifs à l'emprunt bancaire et à l'utilisation des lignes de crédit de trésorerie sont comptabilisés en charges financières dans le compte de résultat.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales telles que leur performance est analysée par le Comité Exécutif. Il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant

pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 mars 2012, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 27 sociétés consolidées par intégration globale.

Une filiale de Lectra SA, Lectra Maroc SARL, jusqu'alors non comprise dans le périmètre de consolidation du Groupe, est consolidée depuis le 1^{er} janvier 2012 par intégration globale. Les impacts de cette première consolidation sur les comptes du Groupe au 31 mars 2012 ne sont pas significatifs.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours du 1^{er} trimestre 2012.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 mars 2012, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,2 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 1,6 million et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la maison mère Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de la société mère pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à la société mère pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 31 mars 2012.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars				
	2012		2011	Variation 2012/2011	
	Réel	A cours de change 2011	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	47 813	46 873	49 777	-4%	-6%
Coût des ventes	(12 876)	(12 772)	(14 423)	-11%	-11%
Marge brute	34 937	34 101	35 354	-1%	-4%
(en % du chiffre d'affaires)	73,1%	72,8%	71,0%	+2,1 points	+1,8 point
Frais de recherche et de développement	(3 079)	(3 079)	(2 937)	+5%	+5%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(28 017)	(27 594)	(26 955)	+4%	+2%
Résultat opérationnel	3 841	3 428	5 462	-30%	-37%
(en % du chiffre d'affaires)	8,0%	7,3%	11,0%	-3,0 points	-3,7 points
Résultat avant impôts	3 411	2 998	5 255	-35%	-43%
Impôt sur le résultat	(717)	na	(1 587)	-55%	na
Résultat	2 694	na	3 668	-27%	na

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2012			2011		Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	23 970	50%	23 937	26 498	53%	-10%	-10%
- France	5 559	12%	5 559	5 106	10%	+9%	+9%
Amériques	11 666	24%	11 251	10 063	20%	+16%	+12%
Asie - Pacifique	9 526	20%	8 995	10 853	22%	-12%	-17%
Autres pays	2 651	6%	2 690	2 363	5%	+12%	+14%
Total	47 813	100%	46 873	49 777	100%	-4%	-6%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2012			2011		Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	13 868	29%	13 660	14 162	28%	-2%	-4%
- nouvelles licences	6 159	13%	6 058	6 839	14%	-10%	-11%
- contrats d'évolution logiciels	7 709	16%	7 602	7 324	15%	+5%	+4%
Équipements de CFAO	12 143	25%	11 816	14 038	28%	-13%	-16%
Maintenance hardware et services en ligne	9 039	19%	8 879	8 616	17%	+5%	+3%
Pièces détachées et consommables	10 809	23%	10 599	10 363	21%	+4%	+2%
Formation, conseil	1 878	4%	1 844	2 489	5%	-25%	-26%
Divers	76	0%	75	109	0%	-30%	-31%
Total	47 813	100%	46 873	49 777	100%	-4%	-6%

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2012			2011		Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	20 256	42%	19 792	23 474	47%	-14%	-16%
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	27 557	58%	27 081	26 303	53%	+5%	+3%
- contrats récurrents	16 319	34%	16 059	15 536	31%	+5%	+3%
- autres revenus récurrents sur la base installée	11 238	24%	11 022	10 767	22%	+4%	+2%
Total	47 813	100%	46 873	49 777	100%	-4%	-6%

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et des interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2012	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	23 970	11 666	9 526	2 651	0	47 813
Résultat opérationnel courant	1 576	129	(444)	256	2 324	3 841

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2011	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	26 498	10 063	10 853	2 363	0	49 777
Résultat opérationnel courant	2 772	(107)	26	139	2 632	5 462

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Trésorerie Brute	Trésorerie nette (+)	
		Dettes	Endettement net (-)
Cash-flow libre	5,2	0,0	5,2
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,0	0,0	0,0
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	(0,1)	0,0	(0,1)
Variation de l'endettement	(0,3)	0,3	0,0
Effet de la consolidation de Lectra Maroc	0,1	0,0	0,1
Effet de la variation des devises – divers	0,0	0,0	0,0
Variation de la période	5,0	0,3	5,4
Situation au 31 décembre 2011	26,3	(17,7)	8,6
Situation au 31 mars 2012	31,3	(17,3)	14,0
Variation de la période	5,0	0,3	5,4

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Au travers du seul contrat de liquidité confié à SG Securities (Groupe Société Générale).

Le cash-flow libre s'élève à € 5,2 millions au 31 mars 2012. Il résulte d'une capacité d'autofinancement de € 4,2 millions, d'investissements de € 1,6 million et d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 2,5 millions.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- – € 8,5 millions proviennent d'une forte diminution des créances clients, compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents ;
- + € 2,0 millions proviennent de l'augmentation des stocks, une part importante de cette augmentation étant liée au lancement de la nouvelle offre de découpe cuir *Versalis* ;
- + € 1,5 million provient de la créance relative au crédit d'impôt recherche du trimestre, comptabilisé mais non encaissé ;
- + € 1,8 million provient de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2011, payée en 2012, et celle comptabilisée au premier trimestre 2012, qui sera payée en 2013.

Le besoin en fonds de roulement au 31 mars 2012 est négatif de € 4,1 millions. Il comprend une créance de € 11,5 millions au titre du crédit d'impôt recherche 2010, 2011 et du premier trimestre 2012 non encaissé et non imputé sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 15,6 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

8. EVOLUTION DU LITIGE EN COURS AVEC INDUYCO

Ce litige fait l'objet d'un développement complet dans la note 23 de l'annexe aux comptes consolidés 2011 à laquelle il convient de se référer.

Dans son jugement du 21 octobre 2009, le tribunal arbitral avait alloué à Lectra des dommages et intérêts d'un montant global de € 26,1 millions (au 31 mars 2012)

En juin 2005, Lectra avait engagé une procédure d'arbitrage à l'encontre d'Induyco (membre du groupe espagnol El Corte Inglés), le précédent actionnaire d'Investronica Sistemas, à la suite de l'acquisition de cette dernière. Aux termes du contrat d'acquisition signé le 2 avril 2004, les parties étaient convenues que les différends découlant de ce contrat seraient définitivement tranchés par voie d'arbitrage international à Londres, conformément aux règles de la Chambre de Commerce Internationale.

Par sa sentence rendue le 21 octobre 2009, le Tribunal Arbitral International avait alloué à Lectra une indemnisation globale de € 21,7 millions (plus intérêts) comprenant :

- € 15,1 millions à titre de dommages-intérêts (plus intérêts depuis le 30 juin 2005 et courant jusqu'au paiement) ;
- € 6,6 millions au titre des frais de procédure (plus intérêts depuis la décision jusqu'au paiement).

Induyco avait refusé de se conformer à cette sentence, qui s'imposait à elle en application du droit international, et engagé en Angleterre une procédure en annulation (la High Court of Justice de Londres l'avait entièrement débouté et lui avait refusé la possibilité de faire appel).

A la suite de l'arrêt de la Cour d'Appel de Madrid du 20 septembre 2010, Lectra avait obtenu l'exécution des garanties bancaires qu'Induyco lui avait consenties et avait encaissé € 15,1 millions.

Par sa décision rendue le 27 juin 2011, le Tribunal de Première Instance de Madrid a ordonné l'*exequatur* en Espagne de la sentence arbitrale. Il a donc confirmé la validité et le caractère exécutoire en Espagne de cette sentence et a rejeté l'opposition d'Induyco à la demande d'*exequatur* de Lectra. En confirmant la validité et le caractère exécutoire de la sentence arbitrale en Espagne, cette décision constitue une étape déterminante dans le règlement de ce litige. Induyco a fait appel de ce jugement et les conclusions écrites des deux parties ont été déposées fin 2011. La décision de la Cour d'Appel de Madrid devrait être connue fin 2012, début 2013.

La société a seulement enregistré dans ses comptes € 15,1 millions effectivement encaissés sur le montant global de dommages et intérêts de € 26,1 millions

Induyco ayant fait appel de la décision du 27 juin 2011, celle-ci ne conduit pas à modifier l'enregistrement de la sentence arbitrale dans les comptes du Groupe : le solde (€ 11,0 millions) du montant total (€ 26,1 millions au 31 mars 2012) des dommages et intérêts restant dû par Induyco n'a pas été enregistré dans les comptes au 31 mars 2012 et ne le sera que lors de son encaissement effectif.

Dans la mesure où l'intégralité des frais engagés (à l'exception de ceux relatifs aux procédures encore en cours en Espagne) a déjà été payée, l'exécution de la décision arbitrale se traduira par un encaissement net de trésorerie égal au solde restant dû par Induyco.

9. ENGAGEMENTS DE RETRAITE A PRESTATIONS DEFINIES

Les engagements de retraite à prestations définies s'élèvent à € 5,4 millions au 31 mars 2012, contre € 4,5 millions au 31 décembre 2011, en augmentation de € 0,9 million.

Au cours du premier trimestre 2012, le Groupe a procédé à une revue complète de l'ensemble des hypothèses actuarielles utilisées dans la valorisation de ses engagements de retraite à prestations définies, en faisant notamment appel à des actuaires indépendants. Cette révision a conduit le Groupe à augmenter la provision correspondante figurant dans l'état de la situation financière de € 0,9 million (dont € 0,7 million pour la société mère Lectra SA) et à comptabiliser une perte actuarielle de même montant dans l'état du résultat global du premier trimestre 2012. L'impact après impôts est de € 0,7 million.

10. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Dans le cadre du contrat de liquidité confié à SG Securities (Paris), la société a, au cours du premier trimestre 2012, acheté 38 142 actions et en a vendu 24 056 aux cours moyens respectifs de € 4,55 et de € 4,79.

En conséquence, au 31 mars 2012, elle détenait 147 940 de ses propres actions (soit 0,5 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 5,06, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

Le contrat de liquidité stipule que les moyens mis à la disposition de SG Securities par la société, qui étaient à la date de signature dudit contrat composés de 430 260 actions et € 176 000 d'espèces (soit une contrevaletur totale d'environ € 1,9 million), pourraient faire l'objet d'un apport complémentaire en espèces de € 1,0 million, ne pouvant cependant pas excéder l'équivalent de 150 000 actions.

11. LIQUIDITÉ ET ENDETTEMENT BANCAIRE

11.1 Trésorerie disponible et trésorerie nette

(en milliers d'euros)	31 mars 2012	31 décembre 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 346	26 320
Emprunts et dettes financières	(17 343)	(17 689)
Trésorerie nette (endettement financier net)	14 003	8 631

La trésorerie nette du Groupe s'est améliorée de € 5,4 millions au premier trimestre 2012.

11.2 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 31 mars 2012, l'échéancier des emprunts et dettes financières se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Court terme		Long terme		Total
	A moins de un an	De un à cinq ans	Au delà de cinq ans		
Emprunt bancaire à moyen terme ⁽¹⁾	560	15 360	0	15 920	
Avances remboursables ne portant pas intérêt ⁽²⁾	472	951	0	1 423	
Lignes de crédit de trésorerie	0	0	0	0	
Total	1 032	16 311	0	17 343	

⁽¹⁾ Les dates de remboursement utilisées pour renseigner le tableau ci-dessus sont les dates contractuelles au plus tard, compte tenu des remboursements déjà effectués au 31 mars 2012, sans accélération au titre des différentes clauses correspondantes du contrat.

⁽²⁾ Les avances remboursables correspondent à des aides au financement des programmes de R&D.

11.3 Emprunt bancaire à moyen terme

En 2007, la société a contracté un emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, auprès de Société Générale et Natixis, pour le financement de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 au prix de € 6,75 par action.

Au cours de l'exercice 2011, la société a remboursé par anticipation € 3,8 millions le 30 juin au titre de la clause contractuelle d'*excess cash-flow* (il n'y aura pas de remboursement en 2012 au titre de cette même clause) et € 10 millions à sa propre initiative le 31 décembre (en plus de l'échéance contractuelle qui avait été réduite à € 0,6 million du fait du remboursement anticipé réalisé en 2010).

Le solde de l'emprunt, soit € 15,9 millions au 31 mars 2012, est remboursable en trois échéances à compter du 31 décembre 2012 : la première de € 0,6 million (31 décembre 2012), la suivante de € 9,6 millions (30 juin 2013) et la dernière de € 5,8 millions (31 décembre 2013).

En 2012 comme en 2011, cet emprunt est soumis à intérêts au taux de l'Euribor 3 mois, majoré d'une marge de 0,95 % l'an.

La société avait couvert, dès la signature du contrat de prêt en 2007, son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt en convertissant ce taux variable en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux (cf. note 12). Le taux d'intérêt effectif global après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts s'élève à 5,13 % pour le premier trimestre 2012.

11.4 Covenants

La société s'est engagée, pendant toute la durée de l'emprunt, à respecter le 31 décembre de chaque année, un premier ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*), et un second entre l'endettement financier net et l'EBITDA (*leverage*). En cas de non-respect de ces ratios, une clause du contrat de prêt prévoit le remboursement anticipé de la totalité de l'emprunt ; dans cette hypothèse, la société se rapprocherait de ses banques pour trouver un accord amiable satisfaisant.

Comme la trésorerie disponible du Groupe était supérieure à l'endettement financier au 31 décembre 2011 (cf. note 11.1), les deux *covenants* étaient de fait respectés en 2011.

Les ratios à respecter en 2012 sont les suivants :

- *Leverage* : < 1,7
- *Gearing* : < 1

La société considère qu'elle respectera ces deux *covenants* au 31 décembre 2012.

Les clauses spécifiques attachées à ces *covenants* et aux autres conditions contractuelles, notamment le remboursement anticipé de l'emprunt, font l'objet d'une description détaillée dans la note 13.2.2 de l'annexe aux comptes consolidés 2011 à laquelle il convient de se référer.

12. INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Comme indiqué dans la note 11, la société a couvert son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions en convertissant le taux variable de l'emprunt (Euribor 3 mois) en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux. La couverture du risque de taux avait été réalisée sur la base de la meilleure estimation possible du montant de l'emprunt sur les différentes périodes couvertes, compte tenu des clauses contractuelles.

Le montant nominal de ces *swaps* étant toujours inférieur au nominal de l'emprunt, ils répondent aux critères d'une opération de couverture des normes IFRS. Leur juste valeur au 31 mars 2012 est négative de € 0,2 million. La part efficace, correspondant à la totalité de leur juste valeur, a été entièrement comptabilisée en capitaux propres. Aucune part non efficace n'a été comptabilisée en

résultat financier au cours du premier trimestre 2012.

A compter du 1^{er} janvier 2012, le montant nominal des *swaps* de taux a été réduit à € 13 millions. Il sera ramené à € 5 millions le 1^{er} juillet 2012, jusqu'au 31 décembre 2012, date de l'échéance des *swaps*.

De ce fait, le taux d'intérêt effectif global après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts s'élèvera à 5,02% au deuxième trimestre 2012 et dans l'hypothèse théorique où le taux Euribor 3 mois serait identique à celui du 31 mars 2012 (0,78 %), il s'élèverait à 3,01 % au second semestre 2012 et 1,75 % en 2013.

13. RISQUE DE CHANGE

L'exposition aux risques et la politique de gestion des risques du Groupe demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2011.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 mars 2012 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 2,1 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

La société n'a pas couvert son exposition au dollar américain sur ses flux futurs au-delà du 31 mars 2012.

14. SENSIBILITE DU MODELE ECONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel à une variation de la parité euro / dollar

La parité moyenne retenue pour le budget 2012 est de \$ 1,30 / € 1 (contre une parité réelle de \$ 1,39 / € 1 en 2011 et de \$ 1,31 / € 1 au premier trimestre 2012). A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,32 / € 1.

Sur une base annuelle, compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une hausse moyenne du dollar par rapport à l'euro de \$ 0,05 (faisant passer la parité de \$ 1,30 / € 1 à \$ 1,25 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires 2012 d'environ € 2,5 millions et du résultat opérationnel de € 1,3 million. A l'inverse, une baisse du dollar de \$ 0,05 (portant la parité moyenne à \$ 1,35 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.